

# DAMOCLES

## La lettre

Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits

# 48

milliards d'euros.

Adopté après seulement 5 heures 30 de discussion à l'Assemblée nationale, le 14 novembre dernier.

**ÉDITORIAL**

C'est peu ! Certes, cela ne tient pas compte de tout le travail en amont réalisé par les députés au sein de la commission de la défense ou celle des finances<sup>1</sup>...

Les critiques ont été rares lors du débat parlementaire, hormis du côté des députés communistes, et encore il s'agissait principalement d'une critique sur le plan social, au niveau de la gestion des ressources humaines, plutôt qu'une remise en cause véritable des choix budgétaires d'investissement militaire qui font de la France un acteur-clé de la course aux armements.

Une nouvelle fois le budget militaire se concentre sur des programmes qui laissent planer le doute sur leur efficacité, tant sur leur utilisation que sur leur utilité dans la protection de nos frontières et de nos intérêts vitaux. Notre force nucléaire peut-elle jouer un rôle dans un monde où le terrorisme est la première menace ? Pourquoi vouloir un second porte-avions qui ne sera utilisé qu'épisodiquement (le Charles-de-Gaulle est immobilisé 16 mois tous les 7 ans) ? A contrario, il est étonnant que ce budget ne prenne pas encore en compte les menaces liées à la raréfaction des matières premières ou au réchauffement climatique qui sans aucun doute mêleront à l'avenir notre pays à de nombreux conflits de moyenne intensité. Il serait temps de démilitariser le concept de sécurité et de mettre l'humain au cœur de notre perception de la sécurité mondiale.

**Damoclès**

1) Les différents rapports budgétaires et comptes-rendus sont disponibles sur le site internet : [www.assemblee-nationale.org/](http://www.assemblee-nationale.org/).

## À L'HEURE DE LA GLOBALISATION...

# Il est minuit moins cinq ou la paix confisquée ?

« On ne peut pas faire de bons soldats avec de l'argent mais on peut faire de l'argent avec de bons soldats »

Machiavel

**L**a guerre et sa préparation sont au cœur du « nouvel ordre néolibéral », de cet « Empire du chaos » particulièrement violent, auquel il est difficile d'échapper à moins de se retirer dans des contrées isolées vivant en autarcie... Nous sommes entrés dans un « âge de guerre permanente » ou n'existe plus cette alternance entre temps de paix et temps de guerre. L'actualité est là pour nous le rappeler chaque jour. Pourtant, il existe très peu d'études abordant « les nouveaux visages de la militarisation » à l'ère du libéralisme. Partant de ce constat, un collectif du Tarn, le COT (voir encadré p. 3), s'est interrogé et publié Un monde au pas dont nous reproduisons ci-dessous la préface.

La tension internationale a atteint un niveau tel que d'éminents scientifiques regroupés au sein du *Bulletin atomic scientist*<sup>1</sup> ont, au début de l'année 2007, tiré la sonnette d'alarme en avançant de deux minutes la symbolique « horloge du jugement dernier ». Réglée, lors de sa création en 1947, sur 23 h 53, l'aiguille a déjà été déplacée 18 fois afin de suivre les fluctuations des tensions nucléaires et alerter l'opinion publique. La fin de la guerre froide, en 1991, marque son plus grand éloignement de l'heure fatidique, 23 h 43. Depuis elle a été avancée quatre fois, jusqu'à 23 h 55 !

Une urgence à agir que l'on retrouve à la lecture du remarquable travail collectif d'analyse réalisé par le Cot. Il permet de mesurer la cohérence entre ce paysage de « guerre permanente », alimenté par une industrie d'armement en pleine expansion et l'emprise de la « mondialisation néolibérale » sous direction états-unienne... Cette guerre du Nord contre le Sud, considérés non pas comme de simples entités géographiques mais comme métaphore entre riches et pauvres, entre « exploités » et « exploités » pour reprendre des définitions qui certes ont pu être dévoyées, mais

## SOMMAIRE

- 1 Les nouveaux visages de la militarisation
- 4 Essais nucléaires : premier pas vers les réparations
- 6 Prolifération nucléaire au Moyen-Orient : l'urgence d'une solution
- 8 Notes de lecture

n'en caractérisent pas moins la situation sans faux-semblants... Toutefois, le recours à la violence armée (ou à sa menace) pour préserver ses intérêts — son « niveau de vie » — a toujours été au cœur des relations internationales. Les ouvrages, les analyses traitant de cette question foisonnent sur les rayons des bibliothèques et des librairies... Alors, qu'y a-t-il de véritablement neuf ?

La globalisation — ou la mondialisation — en cours n'entraîne pas seulement un changement d'échelle mais est une mutation des identités stratégiques, politiques et sociales... Qu'il s'agisse de conflits militaires ou économiques, la globalisation entraîne l'érosion de l'échelle de la souveraineté des États au profit de plus grands ensembles, qu'il s'agisse d'alliances, de confédérations ou de fédérations...

Ce déplacement des frontières n'est pas d'abord géographique, avec à la clé la conquête de nouveaux territoires, mais s'inscrit dans une dimension économique-culturelle avec l'élévation du « niveau de vie » au rang de standard, d'éthique pour laquelle certains sont prêts à « sacrifier » la vie... surtout celle des autres !

Nous assistons de fait à un brouillage de la frontière entre guerre et paix qui entraîne notamment le développement de zones grises propices à tous les désordres, à toutes les violences et produit de l'insécurité.

La cause de cette mutation stratégique n'est pas essentiellement économique, souligne Alain Joxe<sup>2</sup> : « On peut aussi montrer [...] que la cause de la mutation économique a sa source dans la métamorphose globale des rapports de forces militaires et de leurs composantes nouvelles issues des innovations technologiques et scientifiques, qui s'offrent comme sources de tactiques et de stratégies nouvelles au service de nouveaux systèmes de pouvoir. »

« La conformité des moyens militaires et des buts économiques fut toujours recherchée par les systèmes de pouvoirs politiques cohérents. Mais ces systèmes étaient partiels et leur cohérence se mesurait au résultat de l'affrontement aux autres systèmes. C'est la première fois dans l'histoire qu'on a un système réellement global, militaire et économique, sous direction apparente d'un leader mondial principal. Bien des concepts stratégiques sont à réexaminer après cette métamorphose. »

En même temps, les États-Unis sont au centre d'un « drôle » de paradoxe : « jamais un État n'a dans l'histoire, accumulé

autant de ressources de puissances ; jamais pourtant il ne s'est révélé aussi peu capable de maîtriser les enjeux auxquels il doit faire face<sup>3</sup> ». L'Irak en est le plus flagrant exemple... et pourtant, la puissance militaire des États-Unis reste un instrument déterminant et indispensable permettant le maintien de sa place et de son rôle de domination sur la scène internationale...

Un constat partagé par d'autres chercheurs comme Ghassam Salamé pour qui « la logique de la force a comme détruit la force de la logique<sup>4</sup> »

Le cadre d'une préface conduit à une certaine schématisation. « La "mondialisation" a touché les militaires sans doute plus vite et plus fort que les civils », constate Jean-Dominique Merchet, le journaliste « Défense » de *Libération*<sup>5</sup>. Il ne s'agit pas de comparer les États-Unis et la France — ces deux États ne jouant pas, en quelque sorte, dans la même catégorie sur l'échiquier mondial... Toutefois, c'est en plaçant l'armée, le militaire au cœur de son identité et de son développement économique que la France s'est maintenue comme puissance qui compte — avec bien sûr tout ce que cela veut dire comme part sombre dans l'histoire de la République française, comme cela est décrit au fil des pages ! De la Françafrique au rôle de troisième exportateur mondial d'armes, en passant par la prolifération nucléaire...

### « Que faire ? »

Ce paradoxe de l'impuissance de la puissance nous concerne également, il nous interroge sur notre capacité à intervenir dans la conduite des « affaires du monde », à peser pour en renverser le cours, au minimum l'influencer.

Les élections présidentielles et législatives en 2007, auront permis — hélas ! — de le vérifier une fois de plus : la politique étrangère, les questions militaires, l'exercice du droit d'appuyer sur le bouton nucléaire, ne font pas débat... Alors que le budget militaire est en augmentation régulière, alors que la France modernise sa force nucléaire, alors que des militaires français participent non seulement à des opérations de maintien de la paix sous mandat international, mais sont en guerre comme en Centrafrique... Et pourtant, nous n'avons plus d'ennemis déclarés à nos frontières ! La question de la légitimité démocratique de l'action militaire se pose d'autant

## EN DIRECT DE L'OBSERVATOIRE DES TRANSFERTS D'ARMEMENTS

### Les milliards manquants de l'Afrique

Le coût des conflits sur le développement du continent africain a été de l'ordre de 300 milliards de dollars entre 1990 et 2005 (soit environ 208 milliards d'euros), selon une nouvelle étude publiée par la campagne « contrôlez les armes »<sup>1</sup>. Cette somme correspond à l'argent reçu dans le cadre de l'aide internationale sur la même période. Elle pourrait permettre de résoudre la crise du sida ; de prévenir la tuberculose et le paludisme ou de faire face aux besoins en matière d'eau potable, d'hygiène et l'éducation. Entre 1990 et 2005, 23 pays africains ont été impliqués dans des conflits. Oxfam, le RAIAL et Saferworld ont estimé le niveau de PIB de ces pays sans ces conflits. Ils montrent qu'en moyenne une guerre ou une rébellion entraînent une chute de 15 % de l'activité économique. Par exemple, durant la guerre en Guinée-Bissau en 1998-1999, la croissance

était projetée à 5,24 % sans le conflit, alors que le taux de croissance réel a été de moins 10,15 %. Cette méthodologie donne presque sûrement une sous-estimation. Elle n'inclut pas l'impact économique sur les pays voisins, qui peuvent souffrir de l'insécurité politique ou d'un afflux de réfugiés. De plus, cette étude ne couvre que les périodes de combat, alors que certains coûts de la guerre comme les dépenses militaires et le recul de l'économie s'étalent bien après la fin des combats.

Comme le souligne Joseph Dube, le coordonnateur Afrique du RAIAL : « Le gouvernement dont les usines produisent les fusils est aussi responsable que celui qui permet à ses bateaux de les transporter. De la même manière, les États qui chargent les cargos doivent assurer le suivi pour voir entre quelles mains les armes vont tomber. » Or, dans les conflits africains, à moins 95 % des

armes proviennent de l'extérieur du continent... Idem au niveau des munitions fabriqués et importés.

C'est pourquoi de nombreuses ONG mènent depuis plusieurs années, une campagne mondiale pour l'adoption d'un Traité sur le commerce des armes<sup>2</sup>. Campagne à laquelle l'Observatoire des armements participe depuis son lancement en 2003. Mais un tel traité ne verra le jour que par la mobilisation de l'ensemble des citoyens-nes, au Nord comme au Sud, comme ce fut le cas pour le Traité d'interdiction des mines antipersonnel dont on fête cette année les dix ans d'existence...

1) Les milliards manquants de l'Afrique, étude publiée par Oxfam International, le Réseau d'action international sur les armes légères (RAIAL) et Saferworld, octobre 2007, 44 pages. Disponible sur [www.oxfam.org/](http://www.oxfam.org/).

2) Pour en savoir plus : [www.controlarms.org/](http://www.controlarms.org/).

plus que cette politique d'intervention militaire est conduite uniquement par des professionnels et que la représentation parlementaire est à peine consultée en la matière, n'est pas impliquée de manière contractuelle dans l'exercice du contrôle de l'exécutif dans ces domaines, hormis à travers le vote du budget alloué aux forces armées...

Comment passer d'un pacifisme de dénonciation qui n'a jamais arrêté une guerre à un pacifisme politique qui essaye de trouver des solutions politiques, non militaires, non-violentes, aux conflits qui constituent la trame de l'histoire humaine ? Pourquoi l'antimilitarisme semble avoir disparu de la scène politique ? Comment, à l'heure de la globalisation, faire reculer la militarisation de la société — qui se développe sous couvert de lutte contre le terrorisme — au plan international comme national ?

Certes, le « terrorisme » et « l'islamisme radical » est venu à point pour remplacer le « communisme » du temps de la guerre froide. Même si l'instrumentalisation de la peur, la manipulation de la menace ne signifient pas absence de menaces, de dangers, encore faut-il en analyser les véritables causes et ne pas se limiter à l'exacerbation des conséquences. La construction d'un ennemi contribue également à entretenir une cohésion politique, sociale interne... Elle stimulerait même la consommation, comme le montre avec un certain brio Michael Moore dans son film sur le port des armes aux États-Unis. La paix ne se limite pas à l'absence de guerre ou de violence armée...


Chaque individu, chaque collectivité humaine, a effectivement droit à la sécurité... mais ce terme ne doit pas être réduit, amalgamé, à une dimension militaire comme c'est trop souvent le cas... D'une part, il doit être posé en terme global de sécurité humaine, c'est-à-dire alimentaire, sanitaire, environnementale, etc. Et, d'autre part, il faut faire place à des modes non-militaires de prévention et de gestion des conflits.

Une des questions posées au mouvement anti-guerre — afin qu'il ne se situe pas sur un plan uniquement réactif et de dénonciation mais puisse s'inscrire de manière plus durable au cœur notamment de la problématique altermondialiste, au cœur de la pratique politique et du débat social — est celle de la légalité internationale, du rôle de l'ONU et des moyens dont il dispose en propre : quel usage de la force ? avec quels instruments ?

Actuellement, c'est l'Otan qui sert de principal bras armé de l'ONU, avec tout ce que cela implique comme soumission à la vision néo-conservatrices des dirigeants des États-Unis. Les États ne devraient-ils pas en quelque sorte déléguer, transférer, leur responsabilité dans la gestion de la menace de mort — et de son exercice — à une autorité supérieure, régionale dans un premier temps, puis ensuite supra-nationale comme pourrait l'être une Organisation des Nations unies rénovée et démocratisée ?

Cela impliquerait également d'engager une réflexion approfondie sur le développement de nouveaux outils d'interposition, d'intervention civile, non-militaire, propre à désamorcer un conflit latent ou à faire appliquer des décisions à l'encontre d'un régime ne respectant pas le droit international, des décisions prises au niveau international.

Les nouvelles formes d'engagement comme l'intervention civile, les observateurs internationaux, préfigurent des pistes possibles. Elles combinent plusieurs caractéristiques bien identifiées comme : un internationalisme marqué de la conviction que les affaires du monde nous concernent toutes et tous ; une très forte implication personnelle ; et l'exigence de



184 pages  
12,90 euros  
(port compris)

**UN MONDE AU PAS**  
Les nouveaux dangers de la militarisation

L'ouvrage est à commander directement auprès du COT, c/o Sophie Flaquet, Arvieu, 81190 Tanus.

Chèque à l'ordre de APEL.

Créé en 1977 par des objecteurs et des insoumis, le COT a très vite été rejoint par des femmes et des hommes s'intéressant aux problèmes de la paix et des conflits dans le monde.

**POUR EN SAVOIR PLUS : [www.cot81.com](http://www.cot81.com)**

conserver une autonomie individuelle, c'est-à-dire de préserver l'indépendance et l'esprit critique de chacun. Ce qui va de pair avec une formation, à la fois personnelle et collective, préparatoire à l'intervention, à l'action.

La fin de la guerre n'est pas la paix et la promotion de la paix ne peut se satisfaire de la seule opposition à la brutalité de la guerre. Une culture de paix se nourrit d'un projet politique fondé sur une « sécurité globale », sur la garantie d'accès à toutes les sociétés humaines aux biens essentiels — eau, énergie, alimentation — et la possibilité pour les femmes et les hommes de choisir en toute liberté le système d'organisation sociale et politique qui leur convient pour vivre en bonne intelligence avec les sociétés voisines et en harmonie avec leur environnement...

Car, comme nous y invite Alain Joxe : « Il est urgent de faire le bilan théorique de la métamorphose pour que les opinions puissent redresser la barre avant les grands génocides, qui se préparent dans l'euphorie marchande et boursière de notre globalité contemporaine. Car il faudra un courage moral particulier pour sortir de l'époque où nous entrons, ne pas perdre l'espoir de défendre et de refonder, malgré tout, des républiques à toutes les échelles du bon voisinage<sup>6</sup>. »

**Patrice Bouveret**

1. Pour en savoir plus, cf. [www.thebulletin.org/](http://www.thebulletin.org/).

2. Alain Joxe, « La Globalisation stratégique », *Cahier d'études stratégiques* 40-41, Paris, Cirpes/EHESS, 1<sup>er</sup> trimestre 2006, pp. 7-8 ([www.ehess.fr/cirpes/](http://www.ehess.fr/cirpes/)).

3. Bertrand Badie, *L'Impuissance de la puissance*, Paris, Fayard, 2004.

4. Ghassan Salamé, *Quand l'Amérique refait le monde*, Paris, Fayard, 2005.

5. Jean-Dominique Merchet, « Les transformations de l'armée française », *Hérodote* n° 166, Paris, La Découverte, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, pp. 63-81.

6. Alain Joxe, « La Globalisation... », *op. cit.*, p. 31.

**ESSAIS NUCLÉAIRES**

# Premiers pas vers les réparations

**L**orsqu'en avril 2005, Damoclès dénonçait, documents secrets défense à l'appui, « les retombées sur Mangareva », une île proche de Moruroa copieusement contaminée lors du premier essai nucléaire français du 2 juillet 1966, le ministère de la Défense avait démenti catégoriquement et menacé Damoclès des poursuites judiciaires qui s'imposaient. Deux ans et demi plus tard, force est de reconnaître que bien des choses ont changé.

## Prise de conscience des Polynésiens

Depuis près de 40 ans, une chape de plomb copieusement empesée par l'argent de la bombe avait pratiquement annihilé toute velléité de contestation dans la classe dirigeante, dans les milieux économiques et dans les médias de Polynésie. Fidèle à ses convictions anticoloniales et antinucléaires, le nouveau gouvernement d'Oscar Temaru à peine installé, décidait dès juillet 2005 d'engager un processus de réflexion sur 30 ans d'essais nucléaires et d'interpeller l'État français sur ses responsabilités. Une commission d'enquête à l'Assemblée de la Polynésie et la création d'un « conseil de suivi » eurent tôt fait d'alerter la ministre de la Défense qui dépêcha à Tahiti, à six ou sept reprises en 18 mois, son « Délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les activités et installations intéressant la défense », M. Marcel Jurien de la Gravière. Désigné comme pare-feu, ce chantre des « essais propres » ne fit que renforcer les convictions des Polynésiens sur la nocivité des 193 essais nucléaires qui explosèrent à Moruroa et Fangataufa. Tant et si bien qu'en novembre 2006, le Conseil économique, social et culturel, institution représentative de l'ensemble de la société polynésienne, exigeait dans un rapport voté à l'unanimité que la France assume ses responsabilités en conséquence de ses essais nucléaires.

## Volte face du ministère de la Défense

Même si certains, à Tahiti, auraient souhaité une déclaration d'amende honorable de l'État français, ce dernier n'en a pas moins effectué un « virage » à 180 degrés. Officiellement, le discours est inchangé : les essais français ont été sans véritables conséquences sanitaires sur la Polynésie. Et lorsqu'en juillet 2006, un épidémiologiste de l'Inserm, spécialiste du cancer en Polynésie, a osé avancer qu'une dizaine de cas de cancers de la thyroïde ne pouvaient s'expliquer autrement que par les effets des essais nucléaires, il fut voué aux foudres de M. Jurien de la Gravière qui le déclara incompetent !

Et pourtant, aujourd'hui même, le Délégué à la sûreté nucléaire de défense recommande que toutes les personnes qui ont vécu dans les îles proches de Moruroa du temps des essais aériens et qui, aujourd'hui, souffrent d'un cancer de la thyroïde, soient



Intervention de Roland Oldham, président de Moruroa e tatou à Paris lors du rassemblement organisé par l'Aven devant l'Assemblée nationale le 27 octobre 2007 (photo Jean-Louis Camuzat/Aven).

prises en charge par l'État. Et pourtant, aujourd'hui même, le Délégué se plie aux demandes des intéressés, de la Commission d'enquête de l'Assemblée de la Polynésie et du Conseil de suivi, en proposant la mise en place, aux frais de l'État, d'une mission permanente de suivi médical des anciens travailleurs polynésiens de Moruroa et de tous les habitants des îles proches de Moruroa. Et pourtant, aujourd'hui même, l'État a détaché un contingent militaire, fortement équipé de matériels du génie, avec pour mission de réhabiliter toutes les îles ou atolls où avaient été abandonnées d'anciennes installations annexes du Centre d'expérimentation du Pacifique : on envisage près de quatre ans de travaux, aux frais de l'État bien entendu !

Les aléas de la politique locale ont retardé de quelques mois la satisfaction des autres exigences de l'association Moruroa e tatou et des institutions polynésiennes, mais, avec le retour de l'équipe d'Oscar Temaru, les négociations vont reprendre pour un droit de regard polynésien sur le système de surveillance des sites d'essais de Moruroa et Fangataufa, pour la nécessaire reconstruction de la mémoire de ces 30 années du CEP occultées dans l'histoire de la Polynésie contemporaine, pour exiger l'ouverture des archives de la Défense sur cette période qui appartient à l'histoire de la Polynésie, pour les nécessaires réparations dues aux familles touchées par les décès prématurés ou les graves maladies d'un des leurs ayant travaillé à Moruroa...

## Un juste processus de réparation

Ce n'est pas dans la culture étatique de la France de reconnaître ses torts. Inutile donc d'imaginer un quelconque processus de « réconciliation » à la sud-africaine. Pas à pas, au fil de négociations obstinées, les Polynésiens obtiendront la justice pour les victimes des essais nucléaires. Ce sera plus pragmatique qu'idéologique. Ce sera certes au bénéfice de tous ceux et celles qui ont subi un préjudice. Mais aussi, peut-être contre son gré, l'image de la France en retirera un immense bénéfice.

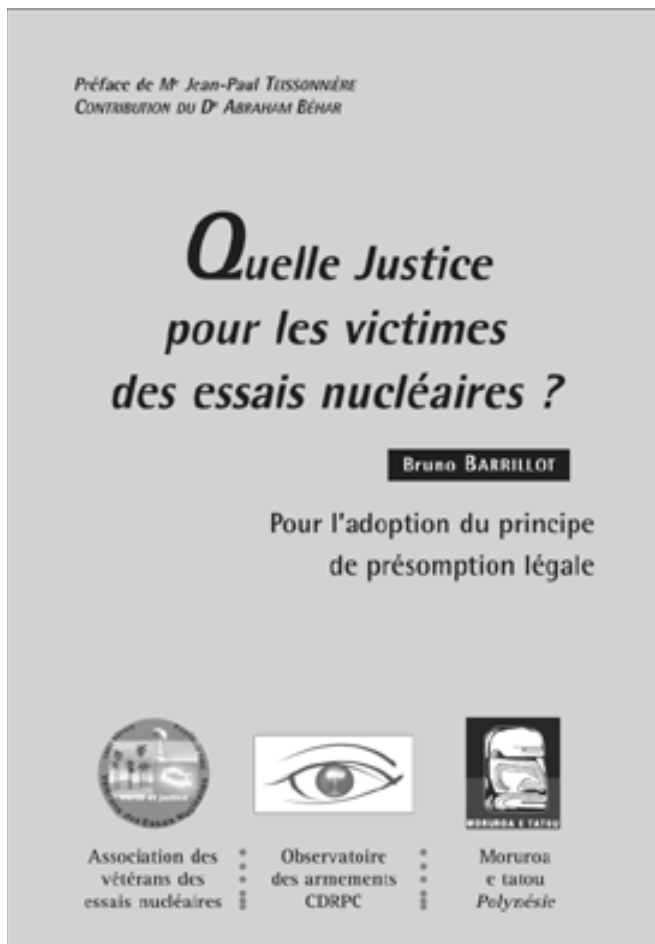
C'est probablement le prix à payer qui fut oublié par tous ceux qui ont conçu l'aventure de la bombe française sur le dos de « petits peuples ».

« *Votre avenir sera magnifique !* » s'exclamait le général de Gaulle devant les foules polynésiennes ce 8 septembre 1966 avant d'appuyer sur le bouton de la bombe *Bételgeuse* trois jours plus tard. La promesse ne s'est guère confirmée : en plus des cancers et des atteintes indélébiles à l'environnement, les Polynésiens héritent de l'irruption trop rapide de la modernité, de la corruption et d'un écart insolent des revenus...

Il faut le reconnaître, la France a fait un premier pas avec les Polynésiens, et il fallut beaucoup pousser ! Il lui reste encore beaucoup à faire avec ses propres citoyens — civils ou militaires — qui furent envoyés sur les sites d'essais. Quant à l'Algérie, elle attend encore un geste de l'ancienne puissance qui clôtura sa tutelle coloniale par six ans d'expériences nucléaires dont elle se serait bien passée.

**Bruno Barrillot**

**Nouveau**



**G**énéticien réputé et membre de l'Académie française, Jean Rostand dénonçait en 1966 ces « *saboteurs du protoplasme humain* » qui, avec leurs expériences nucléaires, allaient faire subir aux insulaires du Pacifique « *les effets de la radioactivité à bout portant* ». Quarante ans plus tard, vétérans des essais et populations sous le vent des retombées nucléaires découvrent que leurs maladies, cancéreuses ou non, ont un lien avec leur présence sur les sites d'essais ou à leur proximité.

Les recherches scientifiques d'aujourd'hui sur les maladies « radio induites » confirment les propos véhéments de Jean Rostand. Peu importe la dose de radioactivité, écrit en substance le professeur Abraham Bahar, c'est le génome qui est atteint. Le consensus scientifique est tel que, pour épargner aux victimes d'interminables et coûteuses expertises, les États-Unis ont décidé d'appliquer le principe de présomption de lien avec le service pour tous ceux qui ont participé à leurs expériences nucléaires.

La France, depuis sa première bombe à Reggane en 1960, reste crispée sur son dogme des essais propres et sans conséquence sur la santé. Mais aujourd'hui, les preuves foisonnent : les conditions de sécurité des expériences nucléaires sahariennes et polynésiennes de la France ont été gravement sous-estimées. Il n'est plus possible de nier le lien entre la présence sur les sites d'essais ou dans leur voisinage et les pathologies d'aujourd'hui. Malgré l'apposition du secret défense, la vérité sur les essais français éclate.

En 2007, les associations jugent qu'on ne peut plus attendre. La classe politique doit trancher et adopter, par la loi, le principe de présomption. La justice pour les victimes des essais nucléaires est à ce prix.

L'ouvrage rédigé par Bruno Barrillot établit la synthèse la plus complète à ce jour des retombées connues des essais nucléaires français au Sahara et en Polynésie française et, à cet égard, devrait devenir la référence incontournable renvoyant définitivement à leur insuffisance les rapports tronqués établis directement ou indirectement par le ministère de la Défense et le Commissariat à l'énergie atomique. Le livre se termine par une réflexion sur comment « qualifier les atteintes aux droits des victimes des essais nucléaires » ? Crime contre l'humanité ? Génocide ? Bruno Barrillot prend soin d'énoncer les rapprochements, mais aussi les différences qui s'opposent à une telle assimilation.

M<sup>e</sup> Jean-Paul Teissonnière, dans la préface, parle à ce propos de « *crime d'indifférence [...] parce qu'avec les atteintes au patrimoine génétique, nous voyons apparaître un crime inédit dans l'histoire de l'humanité : le crime transgénérationnel, il faudra, tirant les leçons des drames occasionnés par l'exposition aux rayonnements ionisants, obtenir la création d'incriminations nouvelles permettant au droit de réprimer avec efficacité les crimes du futur. Le maintien d'un État de droit au XXI<sup>e</sup> siècle est à ce prix.* »

Une lecture indispensable.

**144 p., octobre 2007, 12 euros (port compris).  
À commander au CDRPC,  
187, montée de Choulans, 69005 Lyon.**

## **PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE**

# **Le nucléaire au Moyen-Orient : l'urgence d'une solution**

**D**urant l'année 2007 — la chronique des « affaires atomiques », pour reprendre le titre du livre de Dominique Lorentz, a été riche. Bien sûr, il y a eu le feuilleton iranien et le feuilleton nord-coréen, mais, malgré tout le secret et la manipulation qui caractérisent l'information dans ce domaine, on voit aisément, par la façon dont ils relancent la course aux armements conventionnels et nucléaires, comment les États-Unis procèdent. Ils utilisent le prétexte du programme nucléaire iranien (au lancement duquel ils ont beaucoup contribué) pour « couvrir » la reprise de la prolifération nucléaire dans différents pays arabes et pour justifier un emploi éventuel d'armes nucléaires précisément contre l'Iran !...

Venant après la décision de fournir de la technologie nucléaire « civile » à l'Arabie saoudite et à l'Égypte, l'accord de coopération nucléaire entre les États-Unis et l'Inde rendu public le 3 août 2007, vient d'en apporter une éclatante démonstration. Cet accord — en contradiction avec le programme commun de l'« Alliance progressiste » aujourd'hui au pouvoir et qui s'était prononcé pour le désarmement nucléaire global — doit mettre seulement 14 réacteurs nucléaires sur 22 sous le contrôle de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). Les autres pourront fournir assez de plutonium pour 250 nouvelles bombes par an — pour un arsenal actuel d'une centaine de bombes présenté jusque-là comme le « minimum dissuasif » nécessaire et suffisant... Par ailleurs, l'Inde pourra aussi stocker du matériel nucléaire militaire dans des installations hors contrôle de l'AIEA et importer l'uranium pour les réacteurs sous contrôle.

Cet accord — qui torpille la conférence de révision du Traité de non-prolifération (TNP) de 2010 — vise à construire un nouveau rapport politico-stratégique avec l'Inde dans un schéma plus large, conçu par Washington pour « contenir » la Chine, isoler l'Iran pour mieux maîtriser le Moyen-Orient, et créer un axe nucléaire asiatique dominé par les États-Unis avec l'Inde, le Japon — poussé à se doter d'armes nucléaires — et Israël.

En même temps, le développement du programme nucléaire militaire israélien a induit mécaniquement une inquiétude et une émulation parmi les États qui pouvaient se sentir menacés et a alimenté la prolifération nucléaire à commencer par l'Irak et l'Iran (l'Égypte y a aussi beaucoup pensé...) qui entendaient réaliser une parité stratégique avec « l'ennemi sioniste ».



### POUR EN SAVOIR PLUS

Ouvrage co-édité par  
Association France Palestine Solidarité  
& Observatoire des armements/CDRPC

Septembre 2007, 72 pages

**7 euros (port compris)**

À commander au CDRPC,  
187, montée de Choulans, 69005 Lyon.

Cette responsabilité d'Israël dans la prolifération régionale, souvent oubliée, masquée ou niée — pour les amis d'Israël, c'est l'Iran le vrai et seul responsable —, est pourtant reconnue aussi bien par Robert Gates, l'actuel secrétaire d'État à la Défense des États-Unis, par Georges Le Guelte, ancien secrétaire général du Conseil des gouverneurs de l'AIEA et directeur de recherche à l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques), que par Jean-François Daguzan, maître de recherche à la FRS (Fondation pour la recherche stratégique).

## Pour un monde solidaire sans guerres et sans armes nucléaires

Commencée voici trois ans par une cinquantaine d'organisation — dont l'Observatoire des armements —, la « Campagne pour un désarmement nucléaire » vient de publier un nouveau document de 4 pages et organise une quinzaine de meetings d'ici mi-décembre. Pour en savoir plus, voir la page spéciale sur le site : <http://www.mvtpaix.org/>.

### APPEL COMMUN

Les récents développements de la politique française en matière de défense, de sécurité et de lutte contre la prolifération des armes nucléaires sont inquiétants.

Oui, il faut empêcher de nouveaux pays de se doter de l'arme nucléaire. Pour atteindre cet objectif, les pays déjà détenteurs de l'arme atomique doivent eux aussi renoncer à considérer cette arme comme indispensable à leur propre sécurité et s'engager vers le désarmement nucléaire comme ils s'y sont engagés dans les traités internationaux. C'est une affaire de justice et de respect du droit international. C'est aussi une question de survie pour l'humanité, car les armes finissent toujours par servir.

Dans le cas de l'Iran, l'intervention militaire — envisagée par les États-Unis, reconnue comme option possible par le président de la République et les dirigeants français — risque d'entraîner le monde dans la spirale de l'horreur. Les négociations qui ont récemment marqué des progrès doivent être la seule option envisagée ; elles ont montré l'efficacité de la diplomatie pour la Corée du Nord.

Parallèlement, il s'agit aussi de convaincre le peuple iranien qu'il est en sécurité, coupant l'herbe sous le pied aux partisans du choc des civilisations et aux adeptes de la confrontation à tout prix. Pour cela c'est toute la région du Moyen-Orient qui doit s'engager vers le désarmement, notamment nucléaire.

À l'heure où se prépare dans notre pays un Livre blanc de la Défense, où une nouvelle Loi de programmation militaire va proposer dès mars aux Français l'énorme sacrifice de dépenser 300 milliards d'euros entre 2009 et 2014, à quelques mois de la présidence française de l'Union européenne, nous exigeons un débat citoyen et engageons une campagne de meetings « Pour un monde solidaire, sans guerres et sans armes nucléaires » pour débattre de ces enjeux considérables.

En effet, la présence de loin la plus déstabilisatrice de toute la région est le puissant arsenal israélien qui a permis à Israël de prétendre jouer le rôle de gendarme nucléaire pour tout le Moyen-Orient, à commencer par le bombardement du réacteur Osirak en Irak le 7 juin 1981.

Aujourd'hui, avec la logique infernale de la dissuasion nucléaire qui conduit les États-Unis à doter un grand nombre de pays de l'arme nucléaire pour les attirer dans leur propre orbite, la non-solution des problèmes politiques régionaux et d'abord de la question palestinienne, accélérant la course aux armements les plus sophistiqués, crée les conditions d'un affrontement nucléaire aux conséquences incalculables.

D'une manière plus globale, si la lutte pour le contrôle militaire des ressources naturelles en voie d'épuisement (pétrole, gaz naturel, etc.) est le mobile matériel des guerres au Moyen-Orient, le nucléaire américain en est toujours plus le moteur stratégique.

Face à cette situation la proposition de faire du Moyen-Orient une « zone exempte d'armes nucléaires » (*Nuclear free zone*) est d'une urgence absolue et vitale. Elle est sur le tapis depuis l'époque des négociations pour le TNP (traité pour la non-prolifération) ; elle est

reproposée régulièrement par des résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies. En 2003, la troïka européenne (Allemagne, France et Grande-Bretagne) qui négociait avec l'Iran, l'a reprise. Elle est toujours bloquée par Israël et les États-Unis, alors que d'autres zones exemptes d'armes nucléaires ont été instituées (Amérique latine et Caraïbes, Afrique, Sud-Est asiatique, Pacifique Sud).

Cette proposition essentielle doit être popularisée, relancée sans hésitation face à ceux qui veulent bombarder l'Iran : elle est la voie maîtresse pour désenclencher la logique de guerre généralisée dans la région et pour ouvrir un processus réellement nouveau inversant nettement la tendance, à la recherche à tout prix d'une illusoire solution militaire, et qui pose de manière nouvelle les autres problèmes et en prépare la solution. Ce serait entre un choix qui débloquerait franchement tout le processus actuellement bloqué, du désarmement nucléaire promis et non tenu au moment du lancement du TNP, il y a 37 ans... L'Europe est là encore placée devant sa responsabilité historique face à un problème qui met en jeu l'avenir de l'humanité et de la planète...

**Bernard Ravenel**

## L'essentiel à savoir en cinq points

Les thèses qui sous-tendent cet ouvrage peuvent se résumer en cinq points :

- 1 Les risques de guerre nucléaire sont aujourd'hui beaucoup plus concrets et graves que pendant les années de la guerre froide où s'était maintenu un certain « équilibre de la terreur ».
- 2 Les États dotés d'armes nucléaires ont décidé de façon délibérée, en violation des engagements pris en signant le TNP, de ne jamais renoncer à ces armes et même de les perfectionner... Pour les États nucléaires non signataires du TNP, comme Israël, l'Inde et le Pakistan, la question ne s'est même pas posée...
- 3 Actuellement, dans le secret de laboratoires bien gardés, se développent — surtout aux États-Unis, mais aussi en France — des recherches très actives et pointues visant à réaliser des armes nucléaires de type nouveau. L'objectif est surtout leur miniaturisation — les « mini-nukes » — pour annuler la distinction essentielle entre armes nucléaires et armes conventionnelles et, par conséquent pour justifier leur utilisation sur le champ de bataille y compris de manière préventive. Si bien que la prolifération nucléaire prend des formes complètement nouvelles beaucoup plus incontournables et trompeuses.
- 4 Le régime de non-prolifération nucléaire institué dans les années 1970, complété par l'interdiction des essais nucléaires en 1996, est aujourd'hui en crise, car inadéquat pour contrôler les nouveaux développements technologiques. Le récent accord nucléaire indo-étatsuniens qui vient d'être officiellement conclu (août 2007) en permettant à l'Inde — non signataire du TNP — de développer son arsenal nucléaire porte un coup décisif au système global de non-prolifération en encourageant tous les États — y compris l'Iran... — à produire des armes nucléaires.
- 5 Il existe un lien étroit entre les programmes militaires et les programmes civils, dont on constate une relance simultanée en ce moment (cf. le projet EPR). Les programmes civils sont, depuis l'origine, toujours subordonnés et liés aux programmes militaires — officiels ou non — qui en sont le support et la motivation réelle. Cette fonctionnalité des programmes civils pour les programmes militaires est une donnée structurante du phénomène nucléaire.

**B. R.**

# Notes de lecture

Armand Mattelart

## La globalisation de la surveillance aux origines de l'ordre sécuritaire



La Découverte, 2007, 260 pages,  
18 euros

La lecture de cet ouvrage fait penser immédiatement à 1984 de George Orwell. Mais avec Armand Mattelart nous quittons le domaine de la fiction pour entrer dans celui du réel ! Au fil des pages, il met à jour la généalogie et l'architecture d'une société de « *contrôle continu* » global qui, sous couvert de lutte contre le terrorisme, multiplie les mesures dites

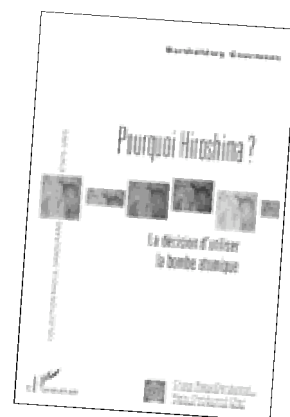
d'exception avec une ingérence croissante des dispositifs de surveillance et d'intrusion dans la vie quotidienne.

Le « *nouvel ordre intérieur* » qu'il dessine, avec une définition de plus en plus floue de l'ennemi, est renforcée par l'évolution technologique (portable, cartes bancaires, puces RFID, caméras de vidéosurveillance, etc.), qui permet une « *traçabilité des corps et des biens* » quasi instantanée.

L'auteur nous invite à renforcer « *la vigilance démocratique* » vis-à-vis de cette escalade sécuritaire répressive — à la fois policière et militaire ; à la fois nationale et planétaire. D'autant que nous assistons « *à une sorte de confiscation consentie de liberté [...] chacun accepte finalement et même avec quelque indifférence d'être fiché, observé, repéré, tracé* ».

Patrice Bouveret

## Barthélémy Courmont Pourquoi Hiroshima ? La décision d'utiliser la bombe atomique



L'Harmattan, 2007, 461 pages, 35 euros

L'utilisation de la bombe atomique n'était pas nécessaire à la capitulation du Japon. D'autres raisons ont conduit les responsables politiques et militaires des États-Unis à appuyer sur le bouton : démonstration de force contre Moscou, considérations de politique interne, volonté de s'imposer sur la scène internationale... « *À bien des égards, si l'utilisation de la bombe atomique peut être assimilée dans les faits à un acte de barbarie inutile, elle s'imposait malgré tout dans la mesure où elle permet, mieux qu'un essai, de mesurer l'étendue de sa puissance et, par conséquent, de ne pas l'utiliser de nouveau. Constat pragmatique, voire même cynique, mais qui pourrait expliquer, devant le degré d'horreur, qu'aucun dirigeant n'ait choisi depuis d'employer de telles armes* », explique l'auteur de cet essai issu d'un travail de thèse. « *Soixante ans après, Hiroshima reste le symbole de la puissance destructrice de l'arme nucléaire, le "feu inoubliable", et la preuve la plus éclatante qu'un tel engin ne doit jamais plus être utilisé.* » Jusqu'à quand ? Au lendemain du 11 septembre 2001 et face à « l'impuissance militaire » des États-Unis dans leur guerre contre le terrorisme, Barthélémy Courmont souligne que « *le tabou de l'utilisation du nucléaire, dont Hiroshima est le symbole le plus significatif, pourrait être brisé à tout moment* ». Mais là, nous sortons du domaine de la recherche pour entrer dans celui de l'action politique...

P. B.



## À découvrir

### BULLETIN D'ABONNEMENT

#### Abonnement

10 numéros (un an) :

France : **20 €**

Europe : **30 €**

Autres pays : **30 €**

Etudiants, chômeurs,  
tarif réduit : **18 €**

Soutien à partir de **40 €**

TVA (2,10 %) incluse

Nom, prénom .....

Adresse .....

.....

Code postal / commune .....

Tél. / e-mail .....

S'abonne à *Damoclès* à partir du n° : .....

Chèque à l'ordre du CDRPC, CCP Lyon 3305 96 5

## Le complexe nucléaire.

### Des liens entre l'atome civil et l'atome militaire,

de **Bruno Barrillot**,  
édité par le CDRPC  
avec le Réseau  
« Sortir du nucléaire ».

144 pages. Disponible contre **12 euros**  
(port compris) auprès du CDRPC.



[www.obsarm.org](http://www.obsarm.org)

**Damoclès, 187, montée de Choulans 69005 Lyon** • Tél. 04 78 36 93 03 • Fax 04 78 36 36 83

Édité par le Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits • Directeur de la publication : Patrice Bouveret

COMITÉ DE RÉDACTION : Bruno Barrillot, Patrice Bouveret, Jean-Marie Collin, Stéphane Petit, Bernard Ravenel, Michel Robert

CPPAP n° 67010 • Imprimé par nos soins • ISSN 0296-1199 • Maquette : CDRPC • Dépôt légal à date de parution